

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
14 Rue Antoine Durenne
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 29/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SODETAL AWT SAS

110 route Nationale
55310 TRONVILLE EN BARROIS

Références : PaD/246-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/06/2022 dans l'établissement SODETAL AWT SAS implanté 110 route Nationale 55310 TRONVILLE EN BARROIS. L'inspection a été annoncée le 10/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'ancien site SODETAL était une installation classée relevant du régime Seveso Seuil Haut. L'activité a été définitivement arrêtée en mars 2017. Maître DECHRISTE en a été nommé mandataire liquidateur.

A la suite des constats faits par l'inspection des installations classées lors de visites de contrôle du site en 2017 et 2018, la société SODETAL AWT représentée par Maître Hervé DECHRISTÉ en sa qualité de mandataire liquidateur de ladite société, a été mise en demeure par l'arrêté préfectoral 2018-324 du 7 février 2018 d'élaborer un tableau bord des opérations de mise en sécurité à mener, de tenir ce tableau à jour, de transmettre ces éléments à l'autorité administrative et de fournir un bilan qualitatif et quantitatif des actions menées.

Le 18 mars 2019, l'inspection des installations classées a procédé à un contrôle de l'état de mise en sécurité du site au regard des obligations de l'ancien exploitant, représenté par son mandataire liquidateur, prévues par l'article R. 512-39-1 du Code de l'Environnement. Ce rapport concluait à la présence en grande quantité de déchets sur le site nécessitant des mesures de gestion (évacuation de déchets, analyse d'eau, caractérisation de déchets, élimination de transformateur...). La visite concluait sur la nécessité de disposer d'un tableau de bord comme exigé par l'arrêté de mise en demeure.

La visite du 15 juin 2022 avait pour objet de faire un nouvel état des lieux de la mise en sécurité du site. En effet, par courrier du 5 avril 2022, le mandataire liquidateur transmet des éléments concernant l'évacuation de produits dangereux et de déchets. Pour autant, il reste impossible de

quantifier les actions restants à mener sur ce site, aucun élément en ce sens n'étant transmis à l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODETAL AWT SAS
- 110 route Nationale 55310 TRONVILLE EN BARROIS
- Code AIOT dans GUN : 0006200922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

La visite du site SODETAL AWT a porté sur l'ensemble des bâtiments et installations restants. Au regard de l'ampleur du site, la visite ne se voulait pas exhaustive. Elle a permis d'avoir une idée précise des travaux restants à mener dans le but d'en atteindre la mise en sécurité.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis de constater la présence de déchets restant à évacuer en plusieurs endroits du site, sans que cette visite n'ait pu être totalement exhaustive au regard de l'étendue du site. Une

partie des constats de 2018 sont similaires montrant que les actions menées par Maître DECHRISTE ne sont pas suffisantes. Par ailleurs, comme demandé par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 février 2018, il n'existe toujours pas de bilan des travaux menés et restant à mener.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Mise en sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/02/2018, article 1	/	Sans objet
Mise en sécurité Code de l'Environnement	Code de l'environnement du 08/07/2022, article R. 512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que de nombreuses actions restent à mener pour atteindre la mise en sécurité du site.

Aussi, l'inspection demande au mandataire liquidateur de procéder à l'ensemble des actions qu'il est en mesure de réaliser au regard du montant financier de liquidation restant disponible dont les éléments demandés par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 février 2018.

Concernant la machine encore présente sur le site, susceptible d'être contaminée par la présence de plomb et de cyanure sur la machine et sur l'ensemble des tuyauteries d'alimentation et gaines d'aspiration), celle-ci serait la propriété de l'actionnaire. Pour autant, en sa qualité de représentant de l'ancien exploitant, il appartient à Maître DECHRISTE de prendre en charge celle-ci dans le cadre de la mise en sécurité du site.

L'inspection des installations classées demande au mandataire liquidateur qu'il l'informe des actions pouvant être menées par la liquidation et celles qui ne le pourraient pas, afin qu'il soit envisagé d'engager, dès que possible et si nécessaire, une procédure de gestion des sites à responsable défaillant pouvant permettre de terminer les actions de mise en sécurité.

L'inspection rappelle les termes de l'arrêté préfectoral 2018-324 du 7 février 2018 mettant en demeure la société SODETAL représentée par Maître DECHRISTE d'élaborer un tableau de bord des actions menées et à mener pour mettre en sécurité le site. Aujourd'hui, 6 ans après l'arrêt définitif de l'activité, la visite permet de constater que cette mise en sécurité n'est pas aboutie et qu'aucun tableau de bord ne permet d'estimer l'ampleur des travaux restant à mener.

Une nouvelle visite du site par l'inspection des installations classées sera engagée à l'automne 2022 afin d'établir les actions menées et restantes et les suites qu'il convient de prévoir.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/02/2018, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SODETAL AWT représentée par son mandataire liquidateur Maître DECHRISTE est tenue de respecter les dispositions de l'article R. 512-39-1 II et III du code de l'environnement dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification de l'injonction.</p> <p>Pour justifier du respect des obligations susvisées, l'article 1er de l'arrêté préfectoral susmentionné précisait que le responsable du site était notamment tenu, sous huit jours à compter de la notification de l'arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'élaborer un tableau de bord précis des opérations de mise en sécurité du site à mener, comportant la liste exhaustive et un chiffrage précis de tous les produits et déchets à évacuer du site et à éliminer dans des installations autorisées à cet effet, planifiant ces opérations, ce tableau de bord devant prendre en compte la dépollution de tous les équipements, matériels et réseaux de l'établissement ayant contenu des matières dangereuses,• de tenir ce tableau de bord à jour en permanence, en fonction des opérations exécutées, et à la disposition de l'inspection des installations classées,• de transmettre à l'autorité administrative, Préfet de département et inspection des installations classées, un exemplaire dudit tableau bord et de ses actualisations (sous format informatique à l'inspection des installations classées) tout au long du déroulement des travaux de mise en sécurité du site.
<p>Constats : L'arrêté préfectoral de mise en demeure demandait notamment une planification des travaux de mise en sécurité. Force est de constater que, au regard de la présence résiduelle en de nombreux endroits de déchets, la connaissance des actions faites et restant à faire n'est ni exhaustive, ni coordonnée.</p> <p>Le respect des points soulevés dans la mise en demeure apparaît par conséquent indispensable.</p> <p>Enfin, en 2018 la liquidation se présentait proche de l'impécuniosité et attendait la vente de produits et matériels, aujourd'hui, cette vente a été effectuée mais il ne semble pas que les fonds aient été utilisés à des fins de mise en sécurité. De plus, quelques fonds ont été versés par l'entreprise voisine dans le cadre de ses travaux d'extension.</p> <p>L'inspection des installations classées s'interroge sur les choix pris par le mandataire liquidateur quant à la mise en sécurité du site.</p> <p>Par conséquent, l'inspection demande au mandataire de :</p> <ul style="list-style-type: none">Évacuer l'ensemble des déchets présentsGérer les deux transformateursDéterminer le devenir de la machineContrôler l'état des eaux des bassins et des concrétions sur la machineTerminer le nettoyage de la station de traitement du bain de cyanurePrésenter un état de l'ensemble des actions menées à ce jourÉlaborer un tableau de bord précis des opérations de mise en sécurité du site à mener et un planning <p>Une visite du site sera réalisée dans un délai de trois mois pour constater la réalisation de ces actions. A défaut, il ne pourra plus être accepté que ce site ne soit toujours pas mis en sécurité. Les suites prévues par le Code de l'Environnement seront proposées à Mme le Préfet, le cas échéant.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :

Nom du point de contrôle : Mise en sécurité Code de l'Environnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2022, article R512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : La visite a porté sur l'ensemble des installations industrielles. Au vu de la taille importante du site, les constats ne peuvent s'avérer exhaustifs. La visite fait également suite à deux visites de l'inspection les 30 mai et 27 juin 2018. Lors de ces deux précédentes visites, il avait été constaté la présence résiduelle de nombreux déchets, une sécurisation non terminée de la machine utilisant des cyanures, un tas de charbon à l'extérieur, des concrétions blanches (dangerosité inconnue), une benne de déchets. Il était demandé une caractérisation des déchets résiduels sur la machine d'austénisation et cyanuration, des eaux contenues dans les bassins de la station d'épuration, le devenir des deux transformateurs (avec une teneur en PCB supérieure à 50 ppm). Lors de la visite du 15 juin 2022, la plupart de ces mêmes constats a été effectuée. Il a été constaté la présence de fûts dans le bâtiment cyanure (au moins 8), de 18 fûts dans le bâtiment de stockage matières premières, de 3 cuves dans le bâtiment produits finis et le tas de charbon reste présent. Les eaux huileuses utilisées en bain de tréfilage restent présentes sur les 7 lignes. Les constats de 2019 sur la station d'épuration conduisent à la même conclusion, c'est à dire qu'une analyse des eaux est à réaliser pour déterminer si les eaux qui y sont contenues sont polluées, la station de traitement des eaux en extérieur a été insuffisamment nettoyée, des concrétions blanchâtres restent présentes, les poussières de lavage de gaz sont présentes. De tous ces constats, il ressort qu'il n'a été réalisé que très peu d'actions depuis mi 2018. Par exemple, par courrier du 5 avril, Maitre DECHRISTE transmet à l'inspection un document du bureau d'étude SAPPE concernant l'évacuation de divers déchets de laboratoire et de cartons plastiques et bois. Ce document est composé d'un recueil photographique des produits et déchets évacués et d'un ensemble de justificatif d'élimination. Il ne fait ni un état exhaustif des produits et déchets évacués dans le cadre de ces travaux ni des actions restants à mener. A ce jour, il n'y a aucun moyen de connaître l'ensemble des actions restant à mener et donc l'état de mise en sécurité du site, alors même que par arrêté préfectoral de mise en demeure 2018-324 du 7 février 2018, un tel tableau de bord avait été demandé. Aussi, l'inspection note qu'elle dispose de très peu d'informations pour un site anciennement classé SEVESO et définitivement arrêté en 2016 et qu'elle réalisera une nouvelle visite d'inspection ultérieurement pour suivre les actions menées.
Observations : /
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites :